



Assemblée générale

Distr. limitée
12 novembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Sixième Commission

Point 152 de l'ordre du jour

**Convention sur les immunités juridictionnelles
des États et de leurs biens**

Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens

Rapport du Président du Groupe de travail

Président : M. Gerhard **Hafner** (Autriche)

I. Introduction

1. Aux paragraphes 1 et 2 de sa résolution 53/98 du 8 décembre 1998, l'Assemblée générale a,

a) *Décidé* de créer à sa cinquante-quatrième session un groupe de travail de la Sixième Commission à composition non limitée, ouvert également à la participation des États membres des institutions spécialisées, qui serait chargé d'examiner les questions de fond restant à régler concernant le projet d'articles sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens adopté par la Commission du droit international, en tenant compte de l'évolution récente de la pratique et de la législation des États et de tous autres facteurs se rapportant à cette question apparus depuis l'adoption du projet d'articles, ainsi que des observations présentées par les États en application du paragraphe 2 de sa résolution 49/61 du 9 décembre 1994 et du paragraphe 2 de sa résolution 52/151 du 15 décembre 1997, et de déterminer si, parmi les questions que le groupe de travail aurait identifiées, il en existe pour lesquelles il serait utile de solliciter à nouveau les observations et les recommandations de la Commission;

b) *Invité* la Commission du droit international à présenter d'ici au 31 août 1999 toutes observations préliminaires qu'elle pourrait souhaiter formuler au sujet des questions de fond non encore réglées se rapportant au projet d'articles, compte tenu des résultats des consultations officieuses organisées conformément à sa décision 48/413 du 9 décembre 1993 ainsi que de l'évolution récente de la pratique des États et des autres facteurs se

rapportant à cette question apparus depuis l'adoption du projet d'articles, afin de faciliter la tâche du groupe de travail.

1. À sa 2^e séance tenue le 27 septembre 1999, dans le cadre de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale, la Sixième Commission a élu M. Gerhard Hafner (Autriche), Président du Groupe de travail.
2. Le Groupe de travail a tenu quatre réunions, les 8 et 9 novembre 1999.
3. Le Groupe de travail était saisi du projet d'articles sur le sujet que la Commission avait présenté à l'Assemblée générale en 1991; des observations adressées par les gouvernements, à l'invitation de l'Assemblée générale, en différentes occasions depuis 1991 (A/54/266, A/53/274 et Add.1, A/52/294, A/47/326 et Add.1 à 5, A/48/313, A/48/464 et A/C.6/48/3); du document A/C.6/49/L.2, contenant les conclusions du Président des consultations officielles tenues en 1994 dans le cadre de la Sixième Commission conformément à la décision 48/413 de l'Assemblée générale; du chapitre VII du Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante et unième session¹ ainsi que du rapport de son groupe de travail sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens qui y est annexé.
4. Les débats du Groupe de travail ont porté essentiellement sur les points ci-après repris dans les quatre premiers chapitres du présent rapport, à savoir : 1) la forme éventuelle que prendront les résultats des travaux sur le sujet; 2) les cinq questions de fond restant à régler et identifiées dans le rapport du Groupe de travail de la Commission du droit international notamment, a) notion d'État aux fins de l'immunité; b) critères à appliquer pour déterminer si un contrat ou une transaction est de nature commerciale; c) notion d'entreprise d'État ou autre entité d'État en matière de transactions commerciales; d) contrats de travail; e) mesures de contrainte contre les biens d'un État; 3) l'appendice au rapport du Groupe de travail concernant l'existence ou l'inexistence de l'immunité en cas de violation par un État de normes de *jus cogens*; et 4) les mesures à prendre à l'avenir eu égard à ce sujet.
5. Le présent rapport contient également la version définitive du Chapitre V ainsi que les propositions du Président en ce qui concerne la poursuite de cet examen.

I. Forme éventuelle que devront prendre les résultats des travaux sur le sujet

6. Plusieurs délégations étaient d'avis que les résultats des travaux sur le sujet devraient prendre la forme d'une convention. En effet, celle-ci permettrait d'endiguer la prolifération des différentes législations nationales sur le sujet et d'introduire les éléments d'uniformité, de certitude juridique, d'homogénéité et de concision indispensables aux règles visées.
7. D'autres délégations ont estimé que bien que l'élaboration d'une convention soit, dans l'idéal, l'objectif à atteindre, il était plus réaliste de s'orienter vers une loi type, compte tenu des opinions divergentes des États et du caractère controversé de certaines des questions restant à régler. À leur avis, une loi type pourrait constituer un compromis entre ceux qui se disaient favorables à une convention et ceux qui jugeaient toute réglementation dans ce domaine inutile. En outre, une approche fondée sur une loi type

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 10 (A/54/10).

présentait certains avantages. La souplesse de cet instrument pourrait servir de guide aux assemblées législatives nationales et aux organes judiciaires et faciliter le règlement des questions litigieuses et non encore réglées.

8. Il a également été fait remarquer que, dans un monde moins divisé, une loi type ne devrait pas nécessairement être perçue comme un instrument de codification secondaire, car elle pouvait témoigner du droit coutumier en la matière.

9. Quelques délégations étaient disposées à accepter une loi type, mais uniquement comme mesure provisoire en attendant l'adoption d'une convention.

10. D'autres délégations étaient opposées à l'élaboration d'une loi type. À leur avis, elle ne bénéficiait pas d'un poids juridique suffisant, des incertitudes subsistaient quant à son caractère juridique et son application par les États pouvait donner lieu à d'éventuelles disparités.

11. La question a été posée de savoir combien de temps il faudrait pour que le projet d'articles élaboré par la CDI puisse prendre la forme d'une loi type et si c'était la CDI elle-même qui devait se charger de cette tâche ou bien le Groupe de travail de la Sixième Commission.

II. Les cinq questions de fond restant à régler

A. Notion d'État aux fins de l'immunité

12. Dans l'ensemble, les délégations ont soutenu l'approche proposée par la Commission du droit international, à savoir fusionner les sous-alinéas ii) et iii) de l'alinéa b) du paragraphe 1 du projet d'article 2, portant respectivement sur «les éléments constitutifs d'un État fédéral» et «les subdivisions politiques de l'État» et remplacer, dans la version anglaise l'expression «sovereign authority» par «governmental authority».

13. Plusieurs projets de propositions ont été formulés.

14. Certaines délégations ont suggéré que le début du nouvel alinéa ii) b) se lise comme suit : «les subdivisions politiques de l'État, y compris, notamment, les éléments constitutifs d'un État fédéral».

15. Il a également été proposé de supprimer le qualificatif «fédéral» dans l'expression «éléments constitutifs d'un État fédéral» car il pouvait limiter, à tort, la portée de la disposition et exclure des entités telles que les confédérations et les unions.

16. Il a aussi été suggéré de remplacer dans la version anglaise le terme «entitled» par «authorized» ou «empowered» tant au sous-alinéa ii) qu'au nouveau sous-alinéa iii) [anciennement iv)], afin de bien faire ressortir que dans un premier temps, uniquement l'État et ses biens jouissent de l'immunité.

17. Pour ce qui est de l'expression entre crochets «pour autant qu'il soit établi que ces entités ont agi en cette qualité», certaines délégations jugeaient qu'il fallait la supprimer, car elle pouvait autoriser, à tort, certains tribunaux étrangers à statuer sur des aspects du droit public d'autres États. Il a également été avancé qu'une telle phrase serait plus utile dans le commentaire que dans le paragraphe lui-même. D'autres délégations pensaient qu'il fallait conserver l'expression entre crochets dans le paragraphe car elle qualifiait valablement l'immunité. Toutefois, certaines jugeaient que ce qualificatif devait également figurer dans le nouveau sous-alinéa iii) [anciennement iv)] relatif aux «organismes ou institutions de l'État». L'attention a cependant été appelée sur le fait que

le temps verbal employé dans la phrase pouvait entraîner un risque de confusion lors de son interprétation. Il a également été souligné que les libellés des sous-alinéas ii) et iii) devaient rester cohérents.

B. Critères à appliquer pour déterminer si un contrat ou une transaction est de nature commerciale

18. Quelques délégations étaient favorables à la proposition de la CDI figurant au paragraphe 60 du rapport du Groupe de travail, à savoir que le paragraphe 2 du projet d'article 2 devait être supprimé. On se conformerait ainsi à l'exemple donné par plusieurs lois nationales sur les immunités juridictionnelles qui ne stipulent aucun critère de distinction entre les transactions commerciales et non commerciales, laissant le choix et l'application d'un tel critère à l'appréciation du tribunal. Plusieurs délégations qui, en principe, étaient favorables au critère de la «nature» comme critère unique de distinction ou au critère de la «nature» complété par le critère «du but», ont estimé que la proposition de la CDI constituait un bon moyen de tourner les difficultés posées par la question, du fait notamment que, dans la pratique, la distinction entre les critères de la nature et du but était peut-être moins importante qu'elle ne le paraissait à première vue.

19. Plusieurs autres délégations estimaient que la suppression des critères envisagés au paragraphe 2 revenait à éliminer la clef de voûte du projet d'articles. En effet, si la transaction n'avait pas pour but de dégager des bénéfices en tant que tels mais seulement de promouvoir l'intérêt public, alors il ne s'agissait pas d'une transaction commerciale même si de par sa nature elle pouvait être interprétée différemment. La suppression du paragraphe 2 n'éliminait pas le problème mais ne faisait que reporter la décision sur la question de savoir si une transaction particulière était commerciale ou non et en conséquence si l'État bénéficiait ou non de l'immunité.

20. Des délégations étaient favorables à l'option e) décrite au paragraphe 59 du rapport du Groupe de travail de la Commission qui accorde une place prépondérante au critère de la nature complété par celui du «but» avec certaines restrictions quant à l'étendue du «but» ou une liste de «buts».

21. De l'avis d'autres délégations, l'option g) figurant au paragraphe 59 du rapport susmentionné, qui suit l'approche adoptée par l'Institut de droit international, était la plus acceptable.

22. Certaines délégations ont appuyé la base de compromis possible suggérée par le Président des consultations officieuses de 1994 (A/C.6/49/L.2, par. 6), à savoir donner aux États la faculté d'indiquer si le critère du but pouvait être pertinent au regard de leur législation et de leur pratique, soit par le biais d'une déclaration générale soit par une notification spécifique à l'autre partie, en ce qui concerne un contrat ou une opération donnée.

C. Notion d'entreprise d'État ou autre entité d'État en matière de transactions commerciales

23. Trois thèses principales ont été retenues en ce qui concerne cette question.

24. Certaines délégations ont soutenu en principe la proposition formulée par la Commission d'ajouter à l'actuel paragraphe 3 du projet d'article 10 la précision indiquée

au paragraphe 80 du rapport du Groupe de travail de la Commission. Toutefois, certaines parmi ces délégations étaient d'avis qu'il fallait apporter quelques précisions, à savoir : a) Que l'autorisation donnée par l'État à l'entreprise d'État ou autre entité de l'État d'agir en tant que son agent ainsi que la garantie par l'État de la responsabilité de l'entreprise d'État ou autre entité de l'État devraient être bien définies et devraient être consignées dans un document ayant valeur juridique; et b) qu'au-delà des limites strictes de l'autorisation ou de la portée de la garantie, la responsabilité incombait à l'entreprise d'État ou à toute autre entité établie par l'État et non pas à l'État.

25. D'autres délégations ont appuyé la formulation figurant au paragraphe 80 du rapport du Groupe de travail de la Commission sous réserve qu'elle remplace entièrement l'actuel paragraphe 3 du projet d'article 10.

26. Certaines autres délégations étaient d'avis de supprimer entièrement le paragraphe 3 de l'article 10 et de revenir au libellé d'origine adopté en première lecture qui ne contenait pas ce paragraphe. Elles jugeaient que le paragraphe 3 dépassait la portée normale des autres paragraphes du projet d'article. En outre, même compte tenu des précisions suggérées par la Commission du droit international, certaines exceptions indispensables avaient été omises au paragraphe 3, comme par exemple l'éventuelle insuffisance de capital des entreprises d'État et la possibilité de «percer l'écran social».

27. S'agissant de la possibilité de «percer l'écran social» d'une entreprise d'État, il a été fait observer qu'une telle démarche n'était concevable, pour autant qu'elle le soit, qu'en temps de guerre, lorsque la sécurité d'un État était en jeu, mais jamais en temps de paix.

D. Contrats de travail

28. En ce qui concerne l'alinéa a) du paragraphe 2 du projet d'article 11, un certain nombre de délégations ont soutenu l'amendement proposé au paragraphe 104 du rapport du Groupe de travail de la Commission du droit international, c'est-à-dire la suppression des termes «étroitement liées» et leur remplacement par le membre de phrase «personnes s'acquittant de fonctions dans l'exercice de la puissance publique». Elles estimaient que cet amendement limiterait le caractère vague et ambigu inhérent au libellé et rendrait la disposition plus explicite et plus précise. D'autres délégations ont préféré retenir la formulation existante. À leur avis, celle-ci refléterait mieux les normes établies par leur propre législation nationale. En outre, elle préserverait la souplesse nécessaire pour l'État étranger en excluant de la compétence de l'État du for des activités qui, bien que ne relevant pas de l'exercice de l'autorité gouvernementale, y étaient étroitement liées. Elle protégerait plus efficacement la mission de toute intrusion excessive dans son fonctionnement interne.

29. Plusieurs délégations ont soutenu la suggestion formulée par la Commission au paragraphe 105 du rapport susmentionné, à savoir ajouter une liste de catégories de personnel auquel la règle générale établie au paragraphe 1 du projet d'article 11 ne s'appliquerait pas. Elles étaient d'avis qu'elles pourraient être utiles et fournir des indications aux tribunaux nationaux. D'autres délégations considéraient que cette liste était inutile et que cette question devait être laissée à l'appréciation des tribunaux nationaux.

30. Quelques délégations estimaient que si la liste devait être conservée, il faudrait mettre davantage l'accent sur le fait qu'elle n'est pas exhaustive et que d'autres catégories

de personnel/employés, par exemple des membres de forces de maintien ou d'imposition de la paix pouvaient également y figurer.

31. D'autres délégations ont avancé qu'il était préférable de faire figurer la liste dans le commentaire sur le projet d'articles plutôt que dans le corps de la disposition.

32. Pour ce qui est de l'alinéa c) du paragraphe 2 du projet d'article 11, les délégations se sont déclarées largement favorables à la proposition de la Commission mentionnée au paragraphe 106 du rapport de son Groupe de travail, à savoir de supprimer la disposition car elle est incompatible avec le principe de la non-discrimination en raison de la nationalité.

33. S'agissant de l'alinéa d) du paragraphe 2 du projet d'article 11, un certain nombre de délégations étaient d'avis que cette disposition pouvait également soulever certaines difficultés en ce qui concerne le principe de la non-discrimination en raison de la nationalité, notamment dans le cas des employés résidant de façon permanente dans l'État du for. Toutefois, de l'avis général, il fallait conserver le paragraphe d) en le complétant afin de répondre aux préoccupations des délégations concernant la question des employés qui résident en permanence dans l'État du for.

E. Mesures de contrainte contre les biens d'un État

1. Plusieurs délégations étaient favorables à la distinction faite au paragraphe 126 du rapport du Groupe de travail entre les mesures de contrainte antérieures au jugement et les mesures de contrainte postérieures au jugement. Elles considéraient que cette distinction était utile et propre à aider la Sixième Commission à aplanir les difficultés inhérentes en la matière. Cette distinction se fondait sur le fait que l'immunité de l'État devait être plus large à l'égard des mesures de contrainte prises avant un jugement qu'à l'égard des mesures prises en vue d'assurer l'exécution d'un jugement.

2. Certaines délégations ont mis en doute que la distinction, indiquée aux paragraphes 127 et 128 du rapport susmentionné, entre les mesures de contrainte selon qu'elles seraient antérieures ou postérieures au jugement puisse faire une grande différence en pratique.

3. Certaines autres délégations étaient opposées à la notion de «mesures de contrainte antérieures au jugement». Elles y voyaient une source d'abus éventuels et de saisies injustifiées des biens de l'État.

4. En ce qui concerne les mesures de contrainte postérieures au jugement, des divergences de vues étaient apparues au sujet des trois variantes figurant au paragraphe 129 du Groupe de travail de la Commission.

5. Plusieurs délégations ont exprimé leur préférence pour la variante I. C'était à leur sens la manière la plus efficace d'exécuter le jugement et cela représentait aussi un bon équilibre entre l'intérêt qu'avait l'État défendeur à disposer d'un laps de temps raisonnable pour donner suite au jugement et l'intérêt qu'avait l'État demandeur à obtenir une rapide exécution de la décision rendue en sa faveur. En outre, cette solution était assez souple pour laisser l'État défendeur libre de désigner les biens qui serviraient à satisfaire la demande. À cet égard, on a émis l'avis qu'il conviendrait de préciser le libellé du point i) relatif au droit qui était reconnu à l'État, pendant le délai de grâce, soit d'exécuter le jugement, soit de désigner les biens devant servir à son exécution.

6. D'autres délégations ont indiqué leur préférence pour la variante II qui, d'après elles, était plus souple que la variante I car l'un de ses paragraphes traitait de mesures

d'exécution à prendre envers un État. Des délégations ont estimé que cette solution pourrait être un bon point de départ qui rendrait possibles des progrès dans ce domaine et qu'elle constituerait une approche plus réaliste permettant aux États favorables au principe de l'immunité absolue d'en venir à une modification graduelle de leur position.

7. D'autres délégations ont émis des réserves au sujet de cette variante. Elles estimaient inopportun d'envisager l'ouverture de procédures de règlement interétatiques alors qu'il s'agissait d'assurer une prompte exécution du jugement. On risquerait ainsi de rouvrir les questions de fond soulevées par la demande et de retarder indûment le moment où l'entité en faveur de qui un jugement a été rendu pourrait obtenir satisfaction. En pratique, il pourrait même en résulter que seuls des États ayant assez de ressources pour s'engager dans des procédures de règlement des différends longues et coûteuses pourraient obtenir l'exécution des jugements.

8. Il a été précisé au cours du débat que le point ii) de la variante II limitait la procédure de règlement des différends à la question particulière de l'exécution du jugement sans que l'on ait à revenir sur le fond de l'affaire qui serait déjà tranché.

9. Quelques délégations ont considéré la variante III comme la plus appropriée. Elles tenaient compte des aspects délicats et complexes des questions que soulevait l'exécution d'un jugement contre un État, en particulier des questions d'ordre public qui avaient pu jouer un rôle dans le comportement de l'État contre lequel un jugement était rendu. Selon ces délégations, le mieux serait, pour ce qui était de l'exécution des jugements, de s'en remettre à la pratique des États.

10. D'autres délégations ont jugé cette variante inacceptable. Elles estimaient que des dispositions sur l'exécution des jugements devaient faire partie intégrante du projet d'articles. S'il en allait autrement, il serait vain de reconnaître des exceptions à l'immunité de l'État dans ce projet et d'admettre par suite que des jugements puissent être prononcés contre un État.

11. Certaines délégations ont déclaré qu'elles préféraient l'article 18 du projet d'articles dans sa rédaction initiale.

III. L'appendice au rapport du Groupe de travail de la Commission du droit international

12. Le Groupe de travail s'est demandé si, en plus des cinq questions de fond non encore réglées qui étaient mentionnées dans les paragraphes précédents, il devrait aussi examiner la question dont traitait l'appendice du rapport du Groupe de travail de la Commission du droit international, celle de l'existence ou de l'inexistence d'une immunité dans les cas de violation par un État des normes du droit international relevant du *jus cogens*.

13. On s'est généralement accordé à penser que cette question, qui était par ailleurs d'actualité, ne cadrerait pas vraiment avec le projet d'articles. De plus, elle ne semblait pas assez mûre pour justifier que le Groupe de travail amorce une oeuvre de codification à son sujet. De toute manière, c'était à la Sixième Commission elle-même et non au Groupe de travail de décider de la suite qu'il convenait de lui donner.

14. À cet égard, on a également émis l'opinion que la question soulevée dans l'appendice semblait relever de la Troisième Commission de l'Assemblée générale plutôt que de la Sixième Commission, dans la mesure en particulier où la Troisième Commission traitait de problèmes touchant à l'inexistence de l'impunité.

IV. Dispositions à prendre pour l'examen de la question

15. Le Groupe de travail a envisagé aussi diverses manières de poursuivre l'étude du projet d'articles.

16. On a admis de façon générale que la Commission du droit international avait largement rempli son mandat en préparant un projet d'articles et en présentant le rapport de son groupe de travail à l'Assemblée générale. C'était maintenant à l'Assemblée générale qu'il incombait de faire le nécessaire pour mener à son terme le travail effectué par la Commission. On a donc admis dans l'ensemble qu'il était inutile de lui renvoyer la question, à moins qu'un mandat très précis ne lui soit donné ou que des problèmes concrets ne lui soient soumis.

17. On a généralement considéré que la question devrait rester à l'examen de la Sixième Commission, plus précisément dans le cadre de son groupe de travail. L'objectif devrait être de résoudre les problèmes de fond encore en suspens ainsi que les problèmes que le projet d'articles était susceptible de poser, afin d'élaborer un instrument sur le sujet.

18. On a émis l'avis que, si l'on voulait résoudre plus facilement les questions non encore réglées, il serait judicieux de ne pas reprendre leur examen avant de s'être prononcé sur la forme que l'on entendait donner au document final. On a fait valoir cependant que la décision sur la forme à donner à ce document dépendrait avant tout de l'issue des débats sur les questions de fond et ne pourrait donc être prise qu'à un stade ultérieur.

19. Certaines délégations ont estimé que, pour donner aux gouvernements le temps de réfléchir plus à loisir sur les questions posées, le Groupe de travail ne devrait se réunir à nouveau qu'à la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale.

20. De nombreuses délégations ont néanmoins été d'avis que, pour continuer sur sa lancée, le Groupe de travail devrait se réunir à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale et disposer de plus de temps qu'on ne lui en a accordé jusqu'ici. Quelques délégations ont indiqué que cinq jours ouvrables pleins seraient un laps de temps approprié qui suffirait au Groupe de travail pour s'acquitter efficacement de son mandat.

V. Suggestion du Président concernant les questions à examiner ultérieurement

A. Notion d'État aux fins de l'immunité

21. Il pourrait être utile de suivre la suggestion de la Commission du droit international et de traiter des «subdivisions politiques de l'État» et des «éléments constitutifs d'un État fédéral» dans un paragraphe unique.

22. En ce qui concerne le texte entre crochets proposé par la CDI, il serait peut-être utile de limiter l'immunité au cas où, au moment du différend, il était clairement établi que l'acte avait été accompli dans l'exercice des prérogatives de la puissance publique de l'État.

23. Il faudrait également assurer la cohérence de la terminologie utilisée au point ii) et iii) du paragraphe 1, alinéa b) du projet d'article 2.

B. Critères à appliquer pour déterminer si un contrat ou une transaction est de nature commerciale

24. Le débat qui s'est déroulé au Groupe de travail a révélé la persistance de divergences de vues sur les critères à appliquer pour déterminer si un contrat ou une transaction était de nature commerciale. Il semblait qu'un accord serait actuellement très difficile à obtenir et prendrait beaucoup de temps. La seule possibilité de parvenir à un accord plus tôt pourrait être de biffer la référence à des critères spécifiques comme l'a suggéré la CDI en 1999.

C. Notion d'entreprise d'État ou autre entité d'État en matière de transactions commerciales

25. Pour préciser la question visée au paragraphe 3 du projet d'article 10, il pourrait être utile de distinguer le problème de la capacité juridique de l'entreprise d'État des problèmes qui se posaient notamment à propos de la sous-capitalisation de l'entité ou d'une présentation erronée de sa situation financière.

26. Une autre série de questions se rapportant à cette disposition concernait les relations entre l'État et l'entreprise d'État en cause.

27. Afin de faciliter un accord en la matière, on devrait traiter séparément de ces diverses questions (indépendamment d'autres questions qui pourraient se poser).

D. Contrats de travail

28. On pourrait envisager de biffer les mots «étroitement liées» au paragraphe 2, alinéa a) du projet d'article 11 mais une opinion contraire a été émise.

29. S'agissant de la liste des diverses conventions, on a jugé nécessaire d'élargir les catégories prévues. En outre, pour répondre aux préoccupations des délégations soucieuses de conserver l'expression «étroitement liées», il serait peut-être utile de revoir ces catégories. Quoi qu'il en soit, il y avait certainement lieu de souligner le caractère non exhaustif de cette liste.

30. En ce qui concerne l'alinéa c) du paragraphe 2 du projet d'article 11, on a pu noter une certaine tendance à la suppression de cette disposition.

31. Quant à l'alinéa d) du paragraphe 2 du projet d'article 11, il a paru souhaitable de ne pas appliquer la dérogation qu'il énonçait aux ressortissants de l'État employeur ayant leur résidence permanente dans l'État du for.

E. Mesures de contrainte contre les biens d'un État

32. Étant donné les divergences existant dans la pratique actuelle des tribunaux nationaux et dans les législations nationales, la Commission du droit international a présenté diverses variantes, y compris une distinction entre les mesures de contrainte selon qu'elles étaient antérieures ou postérieures au jugement. Pendant les débats qui se sont déroulés au Groupe de travail, toutes les solutions proposées et les combinaisons envisagées ont eu leurs partisans et leurs adversaires. Aucune tendance nette ne s'étant dégagée, il n'était donc pas possible au stade actuel de tirer des conclusions fermes

susceptibles de recueillir un plus large assentiment. Mais l'échange de vues qui a eu lieu au Groupe de travail a été utile en ce qu'il a révélé toute la gamme des positions adoptées par les États, positions dont il faudrait tenir compte dans les délibérations consacrées à la question.

**F. L'appendice au rapport du Groupe de travail
de la Commission du droit international**

33. Eu égard aux débats tenus par le Groupe de travail de la Sixième Commission, il ne semblait pas opportun de faire figurer cette question parmi les points à examiner ultérieurement.

G. Dispositions à prendre pour l'examen de la question

34. Les débats du Groupe de travail de la Sixième Commission ont montré que des progrès paraissaient possibles vers la mise en forme d'un instrument dans ce domaine. Afin de maintenir, voire accélérer l'élan donné par ces débats, il semblait indiqué de continuer à essayer d'élaborer un instrument ayant pour thème «Les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens».
